

Le parti communiste d'Espagne : la sortie du ghetto?

Guy Hermet

Volume 6, Number 3, 1975

Les partis communistes d'Europe occidentale

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700578ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700578ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Hermet, G. (1975). Le parti communiste d'Espagne : la sortie du ghetto? *Études internationales*, 6(3), 363–374. <https://doi.org/10.7202/700578ar>

LE PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE : LA SORTIE DU GHETTO ?

Guy HERMET *

INTRODUCTION

La trajectoire historique du mouvement communiste espagnol est l'une des plus tourmentées en Europe occidentale, et son point d'aboutissement présent l'un des plus originaux. Très marginal au sein de la gauche nationale pendant ses dix ou douze premières années d'existence, le parti communiste d'Espagne n'en devient pas moins, pendant la guerre civile, le « parti-pivôt » du camp républicain, en même temps que le seul de son espèce à participer alors au gouvernement dans un continent où il faut attendre 1944 pour que d'autres partis communistes accèdent aux responsabilités ministérielles. Stalinien au plus haut point et totalement dépendant de l'Union soviétique de 1939 à 1953, pendant la première phase de sa vie clandestine, le P.C.E. fournit depuis 1968, avec le P.C.I., l'exemple le plus achevé de destalinisation et d'indépendance au sein du mouvement communiste international. Animateur malchanceux et isolé de la lutte armée contre la dictature franquiste de 1944 à 1947, il devient à partir de 1948, et surtout de 1958, l'acteur principal de l'investissement pacifique mais cependant efficace de ce même régime. Cibles préférentielles et boucs-émissaires de la droite espagnole après 1936, les communistes acquièrent tout au contraire, depuis quelques années, une sorte de « respectabilité politique » vis-à-vis de certains secteurs « bourgeois », au moins en ce qui concerne ceux qui les admettent comme interlocuteurs valables au sein de la Junte démocratique constituée en juillet 1974.

Les oppositions de cette sorte pourraient être multipliées. Celles qui viennent d'être mentionnées suffisent, pourtant, à montrer que la compréhension des spécificités présentes, tactiques et idéologiques du parti communiste d'Espagne nécessite un rappel préalable de son contexte socio-historique, ainsi qu'une esquisse de sa position au sein de la constellation des groupes d'opposition au régime autoritaire.

* *Chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques de Paris.*

I – CONTEXTE HISTORIQUE ET SOCIAL DU MOUVEMENT COMMUNISTE ESPAGNOL

Toute force politique reflète dans une large mesure les avatars de l'histoire et l'état de la société dans laquelle elle se trouve immergée. Dans le cas du mouvement communiste espagnol et du P.C.E., en particulier, ce poids du passé et de l'environnement social se traduit en tout premier lieu par leur position longtemps marginale au sein du mouvement ouvrier national. Devenue avec le Portugal la patrie d'élection de l'anarcho-syndicalisme, l'Espagne d'avant 1936 n'a pas constitué un terrain propice à l'extension du communisme. Déjà occupé par la prédominante *Confederación Nacional del Trabajo*, et par le parti et l'organisation syndicale socialistes, ce terrain laissait alors peu de place aux communistes orthodoxes ou dissidents, qui étaient quarante ou cinquante fois moins nombreux qu'anarchistes et socialistes réunis à la veille de la guerre civile.

De ce fait, la montée en puissance du P.C.E., qui survient entre 1936 et 1938, apparaît comme un phénomène relativement récent et lié à la guerre civile, voire à l'intervention de l'Union soviétique en faveur des républicains qui ne comptaient guère que cet unique appui extérieur. De plus, ce développement du parti – qui atteint environ 350 000 membres en 1938 – va de pair avec l'infléchissement de sa stratégie qui, de révolutionnaire en 1934–1935, devient celle d'une sorte de « parti de l'ordre » dans ce qui reste de l'Espagne républicaine. Opposant le primat des nécessités militaires et de la réorganisation de l'économie à celui de la révolution immédiate soutenu par la C.N.T., les communistes dissidents du P.O.U.M.¹ et l'aile gauche socialiste, le P.C.E. contrôle largement l'armée et les services de sécurité et de la censure. Il joue, par l'intermédiaire des régiments commandés par ses membres, un rôle direct et décisif dans la répression du soulèvement anarcho-gauchiste de mai 1937 à Barcelone, puis dans la remise en ordre centralisatrice des exploitations agricoles et des entreprises touchées par les collectivisations de tendance autogestionnaire.

Les communistes se concilient par là une fraction appréciable de la petite et moyenne bourgeoisie demeurée un territoire républicain. Mais ils suscitent dans le même temps des rancœurs inexplicables jusqu'à ce jour chez les libertaires, les communistes dissidents qu'ils pourchassent et les socialistes de gauche, sans réussir pour autant à désarmer la méfiance des socialistes modérés pour qui la collaboration avec le P.C. ne continue qu'un expédient tactique. La dynamique unitaire de la gauche – qui avait permis la victoire du Front populaire aux élections de février 1936 et qui s'était traduite plus tard par des velléités de fusion entre les deux partis socialiste et communiste² – se trouve de ce fait complètement remise en cause au cours de la guerre civile. « Exilés parmi les exilés », les communistes se retrouvent au terme de celle-ci dans un isolement total, leurs initiatives

1. Parti ouvrier d'unification marxiste.

2. Une fusion des Jeunesses socialistes et communistes s'était opérée dès le printemps 1936.

provoquant automatiquement préventions et contre-attaques de la part des autres groupes d'opposition au franquisme.

Cet ostracisme va servir opportunément la propagande anticommuniste officielle, qui utilise le P.C.E. comme victime expiatoire et feint d'assimiler toute forme d'opposition au communisme, au moins jusqu'à ce que les extrémistes de l'E.T.A. prennent sa place comme thème privilégié du discours contre-révolutionnaire en Espagne. Il contribue, aussi, à accroître la dépendance déjà extrême des communistes espagnols vis-à-vis de l'Union soviétique. Faute d'interlocuteurs de bonne volonté, ceux-ci s'enferment alors dans un « stalinisme » dépourvu de toute nuance, auprès duquel celui du P.C.F. ou du P.C.I. fait presque pâle figure.

Pendant une trentaine d'années, le P.C.E. va collectionner ainsi les attributs négatifs aux yeux des non-communistes. Inféodé à Moscou, antidémocratique et presque contre-révolutionnaire pour les anarchistes et certains socialistes, il n'en demeure pas moins le symbole de la révolution violente et de la terreur pour les masses espagnoles soumises aux effets coordonnés de la propagande de l'État et de l'Église. De plus, cette situation déjà peu enviable ne l'empêche pas d'être lui-même divisé par des querelles qui renforcent sa tendance au « scissionisme ».

Cette tendance spécialement caractéristique du P.C.E. résulte, pour une part, de l'histoire du mouvement ouvrier espagnol, qui l'a placé dans une position telle qu'il ne pouvait que se nourrir de fractions dissidentes des deux courants anarcho-syndicaliste et socialiste dominantes jusqu'en 1936. Fondé par des socialistes maximalistes entre 1919 et 1921, le P.C. reçoit par contre des apports essentiellement libertaires de la fin des années vingt au début des années trente, puis accueille à nouveau des milliers de membres de jeunesses socialistes en 1936-1937. Amplifiée à partir de 1955 par l'arrivée de militants déçus par l'Action catholique ouvrière, alors qu'il avait à peine « digéré » les strates précédentes, l'hétérogénéité du P.C.E. se trouve aggravée, de surcroît, par les particularismes nationalistes catalan, basque et galicien. Le P.C. a toujours été perçu comme une organisation quelque peu « castillane » au Pays basque et surtout en Catalogne, en dépit de ses professions de foi fédéralistes et de la précaution qu'il a prise de distinguer formellement le P.S.U.C.³ catalan, le parti communiste d'Euzkadi et le parti communiste galicien du parti communiste d'Espagne proprement dit.

Pour toutes ces raisons, et à cause aussi des difficultés de communication engendrées par la clandestinité, le P.C.E. a été le théâtre de conflits internes constants depuis la fin de la guerre civile, comme d'ailleurs avant celle-ci. Depuis 1964, ces conflits se sont traduits par le départ des courants « maoïstes », par l'expulsion du groupe « italianisant » mené par Fernando Clandin puis, plus récemment, par la scission des éléments prosoviétiques mécontentes des positions

3. Parti socialiste unifié de Catalogne.

prises par le parti après l'intervention russe en Tchécoslovaquie. De plus, ces scissions se sont opérées très souvent sur une base régionale, en Catalogne et au Pays basque.

Le parti communiste n'est donc pas, en Espagne, le grand parti ouvrier largement prépondérant au sein du mouvement communiste que l'on trouve en France et en Italie, avec le P.C.F. et le P.C.I. Il n'est qu'un parti communiste parmi d'autres sur le plan national, constamment soumis à la concurrence et à la surenchère d'autres partis, groupes et groupements se réclamant du socialisme scientifique. Il apparaît aussi, de ce fait, en dépit d'efforts fructueux de démocratisation interne, comme « la chose » de Santiago Carrillo, son secrétaire général depuis 1958. Dans bien des cas, clivages internes et scissions se sont opérés à partir d'une remise en cause de la personnalité même du secrétaire général et de ses proches collaborateurs, en partie victimes de la centralisation imposée nécessairement par la répression.

Très démocratique sur le plan des principes, le P.C.E. l'est moins dans sa réalité quotidienne, très marquée par la prééminence hiérarchique et idéologique de Santiago Carrillo. Il faut convenir, cependant, que celui-ci a su tenir compte habilement d'un autre des traits relativement spécifiques du communisme espagnol, au moins par rapport à la plupart des autres P.C. d'Europe occidentale, qui est précisément sa très longue situation d'illégalité et de clandestinité.

En un sens, la répression ouverte et la clandestinité donnent un avantage aux partis organisés comme le P.C.E. selon le modèle léniniste, tant par rapport à la vieille opposition républicaine à la dictature que vis-à-vis des socialistes et des anarchistes, infiniment moins « structurés » qu'eux. La dictature franquiste a en quelque sorte aidé les communistes espagnols à supplanter sur le terrain la C.N.T. anarcho-sindicaliste et le parti socialiste. De plus, la longue existence souterraine imposée aux militants du P.C. a sans doute contribué à l'amélioration de leur niveau idéologique, assez bas jusqu'à la guerre civile, en donnant au moins à certains d'entre eux la possibilité d'un travail de réflexion non perturbé par l'action quotidienne. L'originalité idéologique présente du P.C.E. — en particulier celle de leaders comme Carrillo et Manuel Azcarate — n'est sûrement pas étrangère à cette situation. Elle tranche fortement, en tout cas, avec la faiblesse et la dépendance intellectuelles du communisme espagnol d'avant la guerre civile.

Cependant, l'adaptation forcée au contexte d'une dictature réactionnaire entraîne également des conséquences qui ne sont pas forcément positives pour le P.C.E. Sans considérer même la répression souvent sanglante dont les communistes ont été victimes au premier chef, il ressort en premier lieu, à cet égard, que la clandestinité et le manque de liaison entre l'appareil central du parti et sa périphérie ont contribué à aggraver des tendances déjà endémiques aux querelles internes et aux scissions. En outre, l'impossibilité dans laquelle le P.C.E. s'est trouvé pendant des dizaines d'années d'intervenir librement dans la vie politique

nationale a probablement favorisé le développement d'une espèce d'activité compensatoire du parti au sein du mouvement communiste international. Faute de pouvoir être un grand parti communiste à l'intérieur, le P.C.E. a choisi de le devenir à l'extérieur, au moins jusqu'en 1974 où ses dirigeants semblent miser à nouveau sur l'action en Espagne plutôt que sur l'accroissement de leur notoriété internationale.

Une autre conséquence ambiguë de la clandestinité et de la répression se manifeste dans ce que l'on pourrait appeler le « syndicalomorphisme » du P.C.E. Très influencé par l'anarchisme, la tradition ouvrière ibérique a toujours valorisé le concept de syndicat par rapport à celui de parti. De plus, la propagande du régime franquiste a entretenu ce trait culturel en fustigeant les partis beaucoup plus que les syndicats, le terme même de syndicat étant appliqué aux organisations professionnelles légales alors que celui de parti ne conservait plus qu'un sens péjoratif. Les communistes espagnols se sont adaptés si profondément à cette situation qu'ils évitent le plus souvent d'apparaître en tant que membres d'un parti politique, y compris lorsque les très nombreuses organisations prétendument non partisans qu'ils créent ou investissent ne se trouvent aucunement protégées de la répression par leur précaution de ne pas se réclamer directement du P.C.E. Recommandée par Lénine, cette pratique ne caractérise pas le seul parti communiste d'Espagne. Elle acquiert toutefois, dans ce pays, une importance telle que l'on peut se demander si une confusion difficilement réversible n'existe pas, désormais, entre les commissions ouvrières et le parti⁴. Si cette interprétation est exacte, les communistes espagnols n'auraient supplanté les anarcho-sindicalistes qu'en empruntant leur stratégie, sinon leur idéologie.

II – LE P.C.E. DANS LA CONSTELLATION DES FORCES D'OPPOSITION

La position du P.C.E. dans la constellation des groupes d'opposition au régime franquiste résulte largement de ce contexte historique et social. Fort dispersée, cette constellation comprend actuellement sept « masses » séparées et généralement antagonistes. Deux d'entre elles, que nous mentionnerons seulement, représentent le courant autonomiste catalan, presque complètement unifié au sein de l'Assemblée de Catalogne, et les mouvements extrémistes basques constitués par les diverses fractions rivales de l'E.T.A. Le P.C.E. entretient des relations satisfaisantes avec l'Assemblée de Catalogne, tandis qu'il répudie l'action violente de l'E.T.A., qui rejette de son côté le « révisionnisme carrilliste ». Deux autres courants d'opposition, très minoritaires, mais pourtant assez actifs en ce qui concerne le premier, correspondent respectivement au Front révolutionnaire antifasciste et patriotique – le F.R.A.P. – et à quelques groupes de chrétiens révo-

4. La confusion évoquée ici n'est pas celle du P.C. et d'un syndicalisme du type « courroie de transmission ». Elle se réfère plutôt à une véritable déformation d'un parti de plus en plus impliqué dans l'action syndicale directe.

lutionnaires. Le F.R.A.P., qui rassemble les partis, syndicats clandestins et groupuscules gauchistes de tendances « maoïste » ou anarchisante, manifeste une hostilité fondamentale au P.C.E., qui le lui rend bien. De leur côté, les chrétiens révolutionnaires issus de l'Action catholique ouvrière ou de quelques cénacles intellectuels constituent un élément résiduel, inorganisé et progressivement capté par les autres courants de l'extrême-gauche.

L'essentiel du jeu politique préparatoire de l'après-franquisme, au plan national, se circonscrit toutefois aux trois ensembles formés par la Junte démocratique, la coalition de fait socialiste-démocrate chrétienne et le secteur « continuiste » d'opposition légale au régime, animé par les groupes qui s'efforcent de promouvoir une transition contrôlée vers la démocratie par modification progressive des institutions en vigueur. Ce dernier secteur exclut donc la « rupture démocratique » et les élections constituanes, dont le principe est défendu aussi bien par la Junte que par les socialistes et les démocrates-chrétiens radicaux. Son objectif à court terme semble consister en l'établissement en Espagne d'une « démocratie d'ordre » limitant la liberté des partis, et refusant la légalisation du parti communiste, selon un modèle très apparenté à celui offert par le Brésil d'après 1964. Ce qui n'empêche pas, pourtant, que des contacts infructueux aient été pris avec les communistes par certaines personnalités « continuistes » soucieuses d'assurer leur arrière-garde dans le domaine syndical.

Les deux autres grands ensembles d'opposition, représentés par la Junte démocratique et l'entente non formalisée socialistes-démocrates-chrétiens, défendent seuls une option démocratique véritablement pluraliste, sans exclusive à l'encontre des partis ouvriers ou autonomistes et sans lien de continuité avec le régime en place⁵. En gestation depuis la fin de 1973 et fondée publiquement en juillet 1974, peu après l'annonce de la maladie du général Franco et le début de l'intérim très provisoire du prince Juan Carlos à la tête de l'État, la Junte démocratique procède d'une initiative communiste. Comme celle des juntes d'union nationale constituées à la fin de 1944, la création de la Junte démocratique témoigne du souci permanent qu'a le P.C.E. de sortir de son isolement et de disposer d'un cadre de concertation avec les autres forces d'opposition. Partiellement satisfaite au niveau syndical par l'intermédiaire des commissions ouvrières, cette préoccupation paraît infiniment plus difficile à résoudre au niveau proprement politique, c'est-à-dire à celui des partis. Bien que le spectre de la guerre civile se soit éloigné depuis 1944 et que l'Espagne ait enregistré des transformations économiques, sociales et culturelles profondes depuis ce moment, la junte « version 1974 » reste, comme celles de la fin de la Seconde Guerre, une alliance de marginaux. Marginaux en dépit, ou peut-être aussi à cause de la puissance inégalée de leur appareil, les communistes, en effet, ne sont parvenus qu'à s'associer d'autres marginaux, indiscutablement faibles cette fois, au sein

5. L'Assemblée de Catalogne maintient une position démocratique semblable, mais son aire d'influence est strictement régionale.

de la Junte : le groupe dirigé par Rafael Calvo Serer, d'abord, issu d'une extrême-droite longtemps proche de l'Opus Dei et se proclamant aujourd'hui monarchiste libérale ; une fraction de carlisme, ensuite, qui représente une tendance curieusement gauchiste au sein du courant monarchiste ultra-légitimiste, un peu à la manière de la « Nouvelle action française » ; le petit parti socialiste populaire d'Enrique Tierno Galvan et de Raul Morodo, enfin, qui reflète les vues d'un comité d'intellectuels sociaux-démocrates et manque presque totalement d'assise ouvrière ou même petite-bourgeoise.

En suscitant trop unilatéralement l'apparition d'une structure de concertation, voire d'un *shadow cabinet* ouvert à l'ensemble de l'opposition acquise à la « rupture démocratique », les communistes n'ont pratiqué en définitive qu'une politique du fait accompli qui a renforcé le clivage déjà existant au sein de la gauche espagnole. Pour des raisons à la fois idéologiques, tactiques et personnelles, le parti socialiste ouvrier espagnol – le P.S.O.E., parti « historique » et prépondérant du socialisme national – ne pouvait que réagir négativement à l'initiative de Santiago Carrillo. Idéologiquement, le P.S.O.E. est passé en 1972 – par suite d'un changement de direction – d'un « atlantisme » profondément anticommuniste à un progressisme du « socialisme dans la liberté » non moins teinté d'anticommunisme, bien que pour d'autres motifs. Tactiquement, le parti socialiste renaissant de ses cendres ne peut rivaliser avec le P.C.E. sur le terrain. Il manifeste, de ce fait, d'autant plus de susceptibilité sur les questions de préséance politique, et n'accepte pas d'être traité autrement que comme l'interlocuteur principal, voire unique, des communistes. Sur le plan personnel, de plus les dirigeants socialistes ressentent comme une attaque l'inclusion du parti socialiste populaire d'Enrique Tierno Galvan au sein de la Junte démocratique, ce dernier ayant un temps rivalisé avec eux pour la conquête des instances suprêmes du P.S.O.E. Pour la direction actuelle du P.S., la présence de Tierno Galvan et de Raul Morodo dans la Junte est incompatible avec leur ralliement à celle-ci.

De leur côté, les démocrates-chrétiens acquis au projet de rupture démocratique⁶ partagent dans une certaine mesure la méfiance du P.S.O.E. à l'encontre de la Junte inspirée par les communistes. Quelques-uns, rassemblés autour du vieux leader catholique de la Seconde république, José-Maria Gil-Robles, conservent le réflexe anticommuniste propre à la droite, assorti cependant d'une compréhension croissante du rôle intégrateur joué par les partis communistes en Italie et en France. D'autres, plus nombreux, tendent en revanche à accepter les communistes comme partenaires possibles, ou inévitables, pour « l'après-franquisme ». Telle est, particulièrement, la position soutenue publiquement par l'ex-ministre du général Franco, Joaquin Ruiz-Gimenez, chef de file de la démo-

6. Un autre courant, situé à l'extrême-droite de la démocratie-chrétienne, intègre au contraire au secteur « continuiste » favorable à la démocratisation sans rupture brutale avec les institutions présentes. Tel est le cas, notamment, du grand quotidien catholique *Ya* et de l'association politique légale animée par Federico Silva Muñoz.

cratie-chrétienne socialisante et de plus en plus contrariée par la connotation religieuse de son titre. Mais cette fraction moderniste et dominante de la D.C. espagnole se refuse dans le même temps au tête-à-tête avec le P.C., compte tenu de la faiblesse des autres composantes de la Junte démocratique. Elle prend soin, dans la perspective d'un dialogue avec les communistes, de ne pas se dissocier du parti socialiste dont elle partage beaucoup de points de vue et avec lequel elle entretient des rapports humains étroits par l'intermédiaire des ex-fidèles de Ruiz-Gimenez qui ont rallié le P.S.O.E., sans rompre pourtant les ponts avec lui. Dans ce but, la démocratie-chrétienne « de gauche » caresse en somme l'espoir de jouer un rôle conciliateur entre les communistes et les deux clans socialistes, représentés par le P.S.P. et le P.S.O.E. ⁷.

Bien que parfaitement avertie de ces données, la direction du P.C.E. a feint de les ignorer, avec le résultat décevant que l'on sait. Pêchant peut-être par optimisme et par une confiance trop grande dans la disparition immédiate du général Franco, les communistes ont voulu forcer le sort dans l'espoir que socialistes et démocrates-chrétiens avaliseraient le fait accompli et les accepteraient comme interlocuteurs de plein droit dans une alliance tripartite enjolivée par quelques appendices provenant de la droite et d'un socialisme minoritaire. Dangereuse mais éventuellement justifiable dans le cas où le *Caudillo* ne se serait pas obstiné à demeurer en vie, cette tentative a échoué, au moins pour une part, en raison même de l'obstination physiologique du chef de l'État. Les communistes ont gagné l'accessoire, mais non le principal. Ils se retrouvent certes un peu moins solitaires qu'avant au sein de la Junte démocratique. Celle-ci ne constitue toutefois qu'un ghetto politique élargi, en dépit de l'audience relative conquise par certaines juntes locales à l'intérieur du pays. Il semble même, désormais, que les multiples déclarations et manifestations de la Junte approfondissent le fossé entre celle-ci, le P.S.O.E. et les démocrates-chrétiens, et vont par là à l'encontre d'une dynamique unitaire de la gauche. Il reste à voir, maintenant, comment le P.C.E. parvient, ou ne parvient pas, à concilier cette pratique réelle avec les principes idéologiques dont il ne s'est jamais départi officiellement.

III – LA CORDE RAIDE : POSITIONS IDÉOLOGIQUES ET PRATIQUE POLITIQUE DU P.C.E.

Le courage et la volonté d'indépendance manifestés par les dirigeants du P.C.E. au sein du mouvement communiste international sont notoires. En particulier depuis leur condamnation spécialement explicite de l'intervention des forces du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, les communistes espagnols se situent avec leurs collègues italiens, yougoslaves et roumains dans la fraction la plus « libérée » du communisme européen. Au côté des Italiens, ils représentent en

7. Ce dessein explique probablement pourquoi la « Conférence démocratique » projetée conjointement par les démocrates-chrétiens et les socialistes dans le même temps que les communistes œuvraient à la création de la Junte démocratique, n'a finalement pas vu le jour.

outre, en Europe occidentale, la tendance la plus « libérale » de ce mouvement, en ce sens que leur conception du pluralisme n'englobe pas seulement la gauche socialiste, mais aussi le centre et la droite non socialistes, dont ils reconnaissent pleinement la légitimité démocratique. Assez peu fréquente, cette position est d'autant plus remarquable et méritoire, en quelque sorte, qu'elle expose le P.C.E. à des dangers qui s'ajoutent à ceux créés par sa situation illégale et clandestine. L'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie d'après le « printemps de Prague » l'ont privé, pour ce fait même, des bases arrières très importantes dont il disposait dans ces deux pays, tandis que l'URSS ne s'est pas fait faute, pendant deux ans au moins, d'encourager les critiques internes puis la scission ouverte des éléments prosoviétiques du parti menés par Enrique Lister et Eduardo Garcia. Le compromis conclu finalement avec le P.C.U.S., à la fin de 1974, lors de la visite de Santiago Carrillo à Moscou, traduit en définitive un succès relatif de ce dernier après l'effondrement des tentatives de division de Lister et de Garcia. Il représente aussi, il est vrai, le fruit d'un chantage voilé du gouvernement soviétique, qui a laissé entendre qu'il ne serait pas entièrement hostile à une reconnaissance du gouvernement franquiste, notamment dans le cas où aucun *modus vivendi* raisonnable ne pourrait être trouvé entre le P.C.U.S. et le P.C.E. De toutes manières, les communistes espagnols n'ont pas transigé en cette occasion sur ce qui constitue pour eux l'essentiel, c'est-à-dire leur droit de choisir leur stratégie nationale de passage à la démocratie, puis au socialisme.

Sur ce plan strictement national, les positions idéologiques officielles du parti communiste d'Espagne n'ont, il est vrai, rien de très original dans le contexte de l'Europe occidentale, spécialement en ce qui concerne les questions de fond touchant à la lutte des classes et à la prise du pouvoir. Ceci en tenant compte, bien entendu, des points spécifiques liés à la persistance de la dictature franquiste, ou encore du poids important que le catholicisme conserve en Espagne⁸. En revanche, l'originalité de la pratique politique du parti est non seulement incontestable, mais même quelque peu contradictoire avec ses principes idéologiques somme toute assez orthodoxes.

Selon le manifeste-programme publié à l'issue de son 8^e Congrès tenu en 1972, l'objectif du P.C.E. reste toujours d'établir « un pouvoir politique socialiste, c'est-à-dire un pouvoir dans lequel la classe ouvrière sera la force hégémonique⁹ », dans le cadre d'une alliance des forces du travail et de la culture représentées par les ouvriers, les paysans et les intellectuels. Comme les communistes français, notamment, les communistes espagnols considèrent, toutefois, que la réalisation de cet objectif suppose le franchissement d'une étape intermédiaire entre l'écroulement du régime franquiste et l'avènement du pouvoir socialiste. Étape intermédiaire de la « démocratie politique et sociale, antimonopoliste et antilatifun-

8. Qui conduit par exemple, le P.C.E. à se déclarer partisan du maintien du budget des cultes et des écoles confessionnelles.

9. *Manifiesto - Programa del Partido Comunista de España*, (S.l.n.d.), p. 15.

diaire » au cours de laquelle il ne s'agit pas, selon le même document, « d'abolir la propriété privée bourgeoise, mais d'établir un pouvoir démocratique de toutes les forces antimonopolistes, la petite et moyenne bourgeoisie comprises, bien que logiquement, dans ce pouvoir comme dans cette alliance, le rôle dirigeant doit être assumé en définitive par les forces du travail et de la culture¹⁰ ». Cette formule démocratique à la fois pluraliste et progressiste rappelle celle d'un Front populaire associant les communistes au gouvernement – formule pratiquée en Espagne entre 1936 et 1939 comme le P.C.E. se plaît à le rappeler – ou, encore, le projet du gouvernement soutenu en France par le programme commun de la gauche plutôt que la politique du « compromis historique » préconisé par le P.C.I.. Ainsi que Santiago Carrillo le précise dès avant le Congrès de 1972, dans son rapport au comité central de septembre 1970, « à l'intérieur de cette nouvelle formation subsisteront la diversité et la lutte idéologique entre les divers courants socialistes, en même temps que l'unité d'action politique ». Dans ce système – ajoute le secrétaire général du P.C.E. – le marxisme-léninisme ne sera pas une idéologie officielle¹¹.

L'avènement de cette démocratie politique et sociale qui semble postuler l'union des partis de gauche suppose, bien entendu, la disparition préalable de la dictature capitaliste. Sur ce point, le P.C.E. semble miser sur l'effondrement de celle-ci plutôt que sur une attaque frontale de l'opposition ou une intervention militaire à la portugaise. Certes, les communistes espagnols ne prêchent-ils pas à cet égard la passivité dans l'attente de quelque divine surprise. Leur ligne d'action officielle consiste à promouvoir la « conscientisation » des masses et à développer, dans ce qu'ils appellent les « zones de liberté », un pouvoir social capable de s'opposer victorieusement, le moment venu, au pouvoir politique autoritaire. Cette stratégie non violente utilisant autant que possible les apparences légales devrait, selon une conception défendue depuis plus de quinze ans par Santiago Carrillo, déboucher quelque jour sur une « grève nationale pacifique » capable de jeter à bas une dictature déjà affaiblie par les contradictions internes de la classe dirigeante espagnole. Dès 1958, le secrétaire-général du P.C.E. proposait en somme d'inaugurer en Espagne le mouvement du type de ce qu'a été le mouvement de mai 1968, en France.

Dans la pratique, cependant, la ligne suivie par le parti communiste d'Espagne ne correspond guère à la stratégie d'alliance au moins privilégiée avec la gauche et de mobilisation politique des masses compatible avec la mise en œuvre de son projet de démocratie politique et sociale. Dans son dessein de rassurer à tout prix les secteurs modérés, afin de s'en faire des partenaires politiques, le P.C.E. en est arrivé à se compromettre avec une droite dont les récentes professions de foi démocratique font mal oublier le passé réactionnaire, sinon franchement contre-révolutionnaire. Tel est le cas, en effet, du groupe animé par Rafael

10. *Id.*, p. 17.

11. *Libertad y Socialismo*, (S.I.n.d.), p. 84.

Calvo Serer, ou au moins de son leader dont les positions religieuses, notamment, demeurent très intégristes. Tel est le cas, également, des carlistes, dont le gauchisme présent peut difficilement être pris au sérieux, et qui viennent en outre de quitter la Junte démocratique. De plus, le fait que le secteur socialiste rallié à cette même Junte englobe la fraction la moins radicale – ou la plus sociale – du socialisme espagnol n'est pas moins gênant pour les communistes, qui étaient prêts à s'entendre même avec la droite financière et le parti nationaliste basque – parti de la bourgeoisie d'affaires basque – dans le cas où ces deux courants y auraient consenti ¹².

Le secrétaire-général du P.C.E. ne s'est pas expliqué sur la contradiction au moins apparente qui existe entre les principes d'unité d'action et de consultation réciproque des forces antifranquistes défendus par son organisation, d'une part, et la proclamation assez unilatérale de la Junte opérée conjointement par lui-même et Calvo Serer en juillet 1974, d'autre part. Il s'est, par contre, efforcé de justifier l'alliance du P.C. et de la droite au sein de cette dernière. Santiago Carrillo convient, certes, que « Rafael Calvo Serer représente la droite et fut un moment l'extrême-droite ». Il ajoute, toutefois, qu'« aujourd'hui, nous sommes alliés contre le franquisme », et considère que cette alliance fournit précisément un « signe de l'ampleur du spectre politique inclus dans la Junte ¹³ ».

L'argument convaincrait certainement davantage si les éléments du spectre politique intégrés dans la Junte démocratique n'étaient si fragmentaires et si peu présents dans les nuances intermédiaires. Les choses étant ce qu'elles sont, on peut penser que le P.C.E. s'est avancé beaucoup dans la voie de l'arrangement avec la droite, sans en retirer pour autant le bénéfice escompté, c'est-à-dire une reconnaissance pleine et entière de la part des autres groupes dominants de l'opposition que sont le P.S.O.E. et la démocratie-chrétienne. Il n'est pas impossible, en outre, que cette politique très personnelle du secrétaire-général du P.C.E. n'affaiblisse sa position au sein du parti. Comment concilier aux yeux des militants, en effet, un programme qui prévoit la nationalisation des banques, la socialisation des grandes entreprises « monopolistiques » et la suppression du *latifundium* et l'entente étroite avec des groupes politiques liés justement aux milieux d'affaires, même libéraux ? Comment ne pas redouter, dans ces conditions, un changement de direction traduisant un durcissement idéologique qui risquerait de réduire à néant, à cause de fausses manœuvres tactiques, le long effort d'« occidentalisation » du P.C.E. mené par Santiago Carrillo, avec un réalisme incontestable jusqu'au début de 1974 ?

Jouant actuellement le tout pour le tout, avec une conviction personnelle dont on ne peut douter, celui-ci prend depuis quelques mois le contrepied des

12. De l'aveu même de Santiago Carrillo, des contacts ont été pris par le P.C.E. avec ces deux courants, au cours de l'automne et de l'hiver 1973-1974.

13. *Nuestra Bandera* (77), novembre-décembre 1974, p. 6.

positions du parti communiste portugais, avec lequel le P.C.E. entretient depuis longtemps des relations des moins cordiales. Soutenant ouvertement le parti socialiste de Mario Soares plutôt que le parti communiste d'Alvaro Cunhal, Carrillo opte clairement, comme la direction du P.C.I., pour une formule politique au moins aussi respectueuse des libertés dites formelles que des idéaux socialistes. Le résultat des élections portugaises du 25 avril 1975 semble lui donner raison à court terme, au moins sur le plan électoral et dans la mesure où le comportement politique des Espagnols s'apparenterait à celui des Portugais. Le moyen terme reste plus douteux, en revanche, en cette période d'incertitude du mouvement communiste européen et de remise en cause des attitudes « modérantistes » à l'intérieur du P.C.E., comme aussi du P.C.I. pour qui les remous à prévoir au sein du mouvement communiste espagnol pourraient constituer un signe prémonitoire.